

**NOTE D'INFORMATION**

---

du	Secrétariat
à	la Convention
Objet :	Synthèse des travaux du groupe de contact « Régions et collectivités locales »

---

1. Réunis le 30 janvier 2003 sous la présidence de M. Jean-Luc Dehaene, Vice-Président de la Convention, près d'une centaine de participants, représentant le Comité des Régions, les organisations européennes de pouvoirs régionaux et locaux<sup>1</sup> tant généralistes que sectorielles, le Congrès des pouvoirs régionaux et locaux du Conseil de l'Europe, ainsi que des régions et villes individuelles, ont participé à la réunion du groupe de contact « Régions et collectivités locales ». La réunion avait pour objet de faire le point sur les travaux de la Convention et de préparer la session plénière du 7 février consacrée à la « dimension régionale et locale en Europe ». Elle a permis aux participants de prendre connaissance du document de réflexion soumis aux Conventionnels par le Praesidium (CONV 518/03), et leur a donné la possibilité d'exposer leurs points de vue et leurs attentes auprès de la Convention.
2. L'ensemble des participants a manifesté un grand intérêt pour la note du Praesidium et exprimé le souhait que la Convention réponde positivement aux questions posées par cette note. Ainsi la possibilité, ouverte dans la note du Praesidium, d'une référence aux collectivités régionales et locales dans les premiers articles de la Constitution a-t-elle reçu un soutien unanime de la part des membres du groupe (voir question 1 de la note). Il en a été de même pour ce qui concerne les réflexions concernant la consultation et le partenariat avec les collectivités territoriales (voir question 2 de la note).

---

<sup>1</sup> Assemblée des Régions d'Europe (ARE), Association des Régions Frontalières d'Europe (ARFE), Association des Régions Ultra Périphériques (ARUP), Association européenne des élus de la montagne (AEEM), Conférence des Assemblées législatives régionales européennes (CALRE), Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM), EURO-CITES, Coordination des Régions à Pouvoir Législatif. (REGLEG),

3. En outre, les participants ont été d'accord pour demander :
- a) que les principes de la démocratie et de la libre administration des collectivités locales, tels qu'ils sont définis par la Charte Européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe figurent parmi les valeurs fondamentales de l'Union
  - b) que la cohésion territoriale figure parmi les objectifs de l'Union européenne
  - c) que l'Union soutienne les services d'intérêt général, en rappelant que beaucoup de ces services sont apportés par les collectivités régionales et locales.
4. Les représentants du Comité des Régions, observateurs à la Convention, ont rappelé leurs récentes contributions à la Convention<sup>1</sup>. Outre leur soutien aux propositions émises au sein du groupe de contact, ils ont souligné le souhait du Comité de recevoir le rang d'une institution de l'UE, d'obtenir le droit de recours auprès de la Cour dans le cadre de la procédure proposée par la Convention en ce qui concerne la subsidiarité ainsi qu'en défense de ses prérogatives. Ils ont également souhaité que le mandat des membres du CDR passe de 4 à 5 ans et que les institutions motivent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas pu suivre les avis du Comité.
6. Des débats ont en outre eu lieu concernant en particulier :
- a) les régions situées aux frontières intérieures de l'Union : il a été demandé que ces régions puissent disposer d'un instrument juridique favorisant la coopération transfrontalière;
  - b) la Charte européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe : il a été considéré que cette Charte, d'ores et déjà ratifiée par tous les pays candidats et la quasi totalité des Etats membres (en voie ou en cours de ratification dans les deux derniers) pourrait ultérieurement faire l'objet d'une adhésion par l'Union, dès lors que celle-ci aura la personnalité juridique comme le demande la Convention.

---

<sup>1</sup> Documents CONV 494/03 et 520/03

7. Enfin, un échange de vues approfondi a pu avoir lieu concernant le droit de recours des régions à pouvoir législatif. Ces dernières ont insisté pour que cette question ne soit pas laissée au développement jurisprudentiel et ont considéré que la proposition<sup>1</sup> figurant au point 8 de la résolution du 14 janvier du Parlement européen n'était pas satisfaisante.
8. Le Vice-Président Dehaene a conclu les débats en proposant qu'outre la note du Praesidium (CONV 518/03), un résumé synthétique de la réunion, accompagné du tableau synoptique (préparé par les associations) des différentes propositions existant actuellement soient portées pour information à la connaissance des membres de la Convention.

---

<sup>1</sup> « invite la Convention à faire en sorte que, compte tenu du principe de subsidiarité et si elles ont été directement lésées par un acte communautaire dans leurs prérogatives, les régions et autres entités territoriales puissent défendre leurs droits devant la Cour de justice, sous l'autorité de l'État membre concerné, conformément à sa législation constitutionnelle ou nationale ».

Document de travail des associations européennes d'autorités locales et régionales<sup>1</sup> –

À l'intention des membres de la Convention européenne

Session plénière du 7 février sur la dimension locale et régionale de l'Union

**LA PRISE EN COMPTE DU ROLE DES ACTEURS LOCAUX ET REGIONAUX  
DANS LE TRAITE CONSTITUTIONNEL**

**Tableau synoptique des propositions des Associations d'autorités locales et régionales, du Parlement européen, de la Commission européenne et du Comité des régions telles que présentées à la réunion du Groupe de contact « Autorités régionales et locales », présidée par M. Dehaene, le 30 janvier 2003**

Plate-forme des Associations :

ARE – Assemblée des Régions d'Europe

ARFE – Association des Régions Frontalières Européennes

CALRE – Conférence des Assemblées Législatives Régionales Européennes

CCRE – Conseil des Communes et Régions d'Europe

CRPM – Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe

EUROCITIES – Réseau des grandes villes européennes

Ainsi que :

REG LEG – Coordination des Régions à Pouvoir Législatif

---

<sup>1</sup> Ce tableau synoptique a été élaboré par la Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe

## 1. Le respect des identités nationales, régionales et locales

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE <sup>1</sup>	POSITION DANS LE TRAITE <sup>2</sup>
<b>Plate-forme des Associations</b>	« L'Union européenne contribue à la préservation et au développement des valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des Etats membres et de l'organisation des pouvoirs publics au niveau national, régional et local ». « L'Union agit dans le respect des identités nationales des Etats membres, de leur organisation interne et de l'autonomie de leurs régions et de leurs municipalités. »	Préambule  Article 6
<b>Parlement Européen</b>	“L'Union respecte l'identité nationale de ses Etats membres, leur structure interne et l'autonomie des régions et des communes. »	Article 6, par 3
<b>Commission Européenne</b>	Le Traité doit mentionner que l'intégration doit se faire « dans le respect de la diversité des identités nationales, régionales et locales. »	Non précisé
<b>Comité des Régions</b>	« L'Union agit dans le respect de l'identité nationale des Etats membres de l'Union, y compris (conformément à leur organisation interne) leurs régions et leurs collectivités locales. »	Article 6

<sup>1</sup> Extraits des documents :

- Adresse de la plate-forme de quatre organisations représentatives des autorités régionales et locales (ARFE, CCRE, CRPM, EUROCITIES) aux membres de la Convention. En vue de la session plénière dédiée au rôle des autorités régionales et locales dans l'Union européenne du 7 février 2003
- « Donner une valeur constitutionnelle au rôle des autorités locales et régionales dans l'Union européenne ». Document de travail des organisations européennes d'autorités locales et régionales (ARE, ARFE, CCRE, CRPM, EUROCITIES), 23 octobre 2002
- Résolution du Parlement européen sur le rôle des pouvoirs régionaux et locaux dans la construction européenne (2002/2141(INI))
- Communication de la Commission européenne sur l'architecture institutionnelle « Pour l'Union européenne : paix, liberté, solidarité » (COM (2002)728 final)
- Avis du Comité des Régions du 21 novembre 2002 sur « Le rôle des pouvoirs régionaux et locaux dans la construction européenne » (CdR 237/2002 fin)
- Contribution des six observateurs à la Convention « Le Comité des Régions et l'avenir de l'Union européenne » CONV 494/03 CONTRIB 197, 17 janvier 2003
- Etude de faisabilité, Document de travail dit PENELOPE : « Contribution à un avant-projet de constitution de l'Union européenne, élaboré par un groupe de travail de la Commission européenne, sous la direction de F. Lamoureux, à la demande du Président Prodi et en accord avec les Commissaires Barnier et Vitorino, 4 décembre 2002

<sup>2</sup>Référence à la numérotation du projet de Traité présenté par le Praesidium

<b>Coordination des Régions à Pouvoir Législatif</b>	<p>- « <i>l'Union contribue à la préservation et au développement des valeurs communes dans le respect de la diversité des cultures et des traditions des peuples de l'Europe, ainsi que de l'identité nationale des États membres et de l'organisation des pouvoirs publics national, régional et local. »</i></p> <p>- <i>Le Traité doit en outre inclure un article précisant que la Communauté tient compte – sans les mettre en cause – des règles internes des États membres concernant la répartition des compétences.</i></p> <p>- <i>Le respect des 'identités nationales de ses États membres' tel que stipulé dans l'article 6, par. 3 TUE, doit couvrir également leur structures nationales respectives – particulièrement la répartition interne des compétences – , leurs découpages régionaux et leurs exécutifs locaux.</i></p>	
--	--	--

## 2. Le principe de subsidiarité comme interrelation entre les niveaux communautaire, national, régional et local

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	« <i>L'Union n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et, selon les ordres constitutionnels nationaux, par les autorités régionales et locales... »</i>	Article 5
<b>Parlement Européen</b>	<p>« <i>L'Union n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les Etats membres, ou par les autorités locales et régionales, sur la base des compétences leur étant attribuées par le droit de l'Etat membre en question. »</i></p> <p>L'article 5 devrait envisager un mécanisme pour surveiller l'application du principe de subsidiarité.</p>	Article 5, alinéa 2
<b>Comité des Régions</b>	« <i>L'Union n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les Etats membres ou leurs collectivités territoriales, conformément aux compétences qui leur sont réservée par chaque Etat membre. La Communauté prend en compte (et respecte) les règles internes et l'organisation des États membres en ce qui concerne la répartition des compétences. »</i>	Article 5

<b>Coordination des Régions à Pouvoir Législatif</b>	<i>Si le Parlements nationaux participent au mécanisme ex-ante qui évalue le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, une telle participation devrait être élargie aux Parlement régionaux pour les matières de leur compétence et dans le respect des règles internes des États membres.</i>	
--	--	--

### 3. La reconnaissance du principe de démocratie et d'autonomie locale parmi les valeurs fondamentales de l'Union

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	« L'Union européenne respecte les droits liés à l'autonomie locale, tels que garantis par la Charte européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe de 1985. »	Article 6
<b>Parlement européen</b>	Appuie la demande visant à ce que le nouveau cadre institutionnel de l'Union européenne incorpore la Charte de l'autonomie locale en tant que partie de l'acquis communautaire.	Non précisé
<b>Comité des Régions</b>	« L'Union respecte le principe de l'autonomie régionale ainsi que les droits liés à l'autonomie locale, tels que les garantit la Charte européenne de l'autonomie locale adoptée en 1985 par le Conseil de l'Europe ». Le paragraphe 3 devrait évoquer la Charte des droits fondamentaux et les dispositions être intégrées au Traité. »	Article 6

#### 4. Les références au partenariat et à la consultation en amont des autorités régionales et locales par la Commission européenne

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	« La démocratie européenne s'exerce à travers tous les niveaux de représentation élus démocratiquement : européens, nationaux, régionaux et locaux, et le plus près possible des citoyens. Dans le cadre de la préparation des propositions législatives, des politiques ou actions susceptibles d'avoir un impact significatif sur les collectivités régionales et locales, l'Union procède à un stade précoce à la consultation des parties intéressées. » « L'Union reconnaît qu'un partenariat actif entre tous les échelons de gouvernement, y compris les collectivités locales et régionales, est nécessaire au développement, à la mise en oeuvre et à la communication effective de la législation et des politiques européennes »	Chapitre sur la vie démocratique de l'Union
<b>Parlement Européen</b>	ajouter « développe son activité dans un esprit de partenariat réciproque avec les Etats membres et leurs collectivités locales et régionales » Demande à la Commission d'associer à la préparation des actes législatifs et à l'élaboration des politiques communautaires, pleinement et en permanence, ceux qui sont appelés à les mettre en oeuvre, le cadre national déterminant les modalités d'association des collectivités régionales et locales à ce travail préparatoire.	Article 211  Non précisé
<b>Commission Européenne</b>	« Quant à l'élaboration des initiatives législatives et à la conception des politiques, le futur traité constitutionnel pourrait prévoir, dans le respect des systèmes constitutionnels des Etats membres, des principes généraux de consultation des parties intéressées, des administrations nationales et des autorités régionales et locales. Il faudra s'efforcer, lorsque c'est approprié, de mieux prendre en compte la diversité des situations locales, au stade de la conception des politiques ou de leur mise en oeuvre, par exemple par des contrats tripartites qu'il serait possible de conclure entre la Commission, les Etats membres et les régions ou collectivités locales pour l'application de certaines législations communautaires, dans le respect des systèmes constitutionnels des Etats membres. »	Non précisé
<b>Comité des Régions</b>	Ajouter à l'art.6 les principes de consultation et de partenariat. Ajouter à l'article 211 « La Commission mène ses activités dans un esprit de partenariat avec les États membres et avec les élus des collectivités territoriales ou leurs organes représentatifs, dans le respect de ses principes de bonne gouvernance, et notamment du principe de consultation. »	Article 6  Article 211



<b>PENELOPE</b>	« Dans la réalisation de l'ensemble de ses actions, l'Union se conforme aux exigences de transparence, de bonne gouvernance et de décentralisation. »	Articles 10
	Inscrire également à l'article 88 : « En vue d'assurer la proportionnalité, la cohérence, la transparence des actions de l'Union, la Commission procède à de larges consultations des parties intéressées. »	Article 88

## 5. La mention de la cohésion territoriale dans les objectifs de l'Union européenne

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	« L'Union européenne a pour mission d'organiser de façon cohérente et solidaire les relations entre les Etats membres et entre leurs peuples afin de garantir la cohésion économique, sociale et territoriale de l'ensemble de l'espace européen. » « L'Union promeut et soutien la coopération trans-européenne (transfrontalière, transnationale et inter-régionale), y compris le jumelage et les échanges d'expériences, comme tâche européenne et objectif politique ». « L'Union doit approfondir un projet dans lequel ses citoyens se retrouvent et qui leur apporte prospérité et solidarité et respect d'une certaine qualité de vie qui repose sur la préservation de l'environnement, l'existence de services d'intérêt général de qualité et accessibles pour tous et un haut niveau de protection sociale.	Article 2
<b>Parlement Européen</b>	insérer à l'article 2 « promouvoir la cohésion territoriale » ajouter à l'article 158 : « Les États membres s'engagent à promouvoir la coopération transfrontalière à leurs frontières intérieures et extérieures ainsi qu'à créer à cette fin le cadre juridique nécessaire et à appliquer le statut de la coopération transfrontalière » Consolider l'article 299(2) concernant les RUP.	Article 2 Article 158, alinéa 3  Article 299(2)
<b>Commission Européenne</b>	« La solidarité s'exprime entre pays et régions d'Europe »	Non précisé

<b>PENELOPE</b>	<i>« L'Union s'attache à promouvoir le modèle européen de société par un développement durable des activités économiques et sociales, un épanouissement des cultures des États membres, une protection élevée de l'environnement et une solidarité entre toutes ses régions centrales, périphériques ou insulaires. »</i>	Article 2
-----------------	---	-----------

## 6. La référence aux politiques communes dans la partie constitutionnelle du Traité

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	<i>« L'Union s'engage à faire en sorte que les politiques européennes soient au service des missions définies dans le projet européen. Elle veille à ce que leur mise en œuvre contribue aussi bien au développement d'une économie prospère qu'au renforcement de la solidarité nécessaire à garantir la cohésion de la société et de l'espace européen. »</i>	Dans le Titre V « la mise en œuvre et les actions de l'Union »
<b>Commission Européenne</b>	<i>Une certaine prudence s'impose également quant à la manière dont les politiques communes sont présentées dans le futur traité constitutionnel. A part une disposition générale sur les objectifs, l'avant-projet de traité constitutionnel présenté à la Convention décrit les politiques communes, non pas dans la partie sur l'architecture constitutionnelle, mais uniquement dans une seconde partie. Cette présentation ne devrait en aucun cas modifier le fait que toutes les parties du futur traité constitutionnel relèvent du droit primaire de l'Union.</i>	Non précisé

## 7. Le rôle du Comité des Régions

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des Associations</b>	<i>« La Cour de Justice peut également se prononcer sur des recours en annulation, introduit par le Comité des Régions à l'encontre d'actes pouvant porter atteinte au principe de subsidiarité. »</i>	
<b>Parlement Européen</b>	Ajouter à l'article 230 du traité CE : <i>« La Cour de Justice peut également se prononcer sur des recours en annulation, introduits par le Comité des régions à l'encontre d'actes pouvant porter atteinte au principe de subsidiarité ou pour sauvegarder ses prérogatives. »</i> Ajouter à l'article 265 du traité CE : <i>« Le Conseil et la Commission adoptent régulièrement un rapport motivé relatif aux mesures prises suite aux avis du Comité des régions »</i>	Article 230  Article 265
<b>Commission Européenne</b>	il est nécessaire de mieux <i>« tenir compte des autres missions exercées par les organes de l'Union, et notamment le comité des régions »</i>	Non précisé

<b>Comité des Régions</b>	Ajouter à la liste des institutions de l'article 7 « <i>un Comité des régions</i> » . Ajouter dans la cinquième partie une section intitulée « <i>Le Comité des régions</i> » Ajouter à l'article 230 : « <i>La Cour de justice est compétente pour se prononcer sur les recours formés par un Etat membre, une région ou une collectivité locale d'un Etat membre ou par le Comité des régions, pour non-respect du principe de subsidiarité. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par le Parlement européen, par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne et par le Comité des régions qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci</i> » . »	Article 7  Cinquième partie, « Les institutions »  Article 230
<b>Avis complémentaire ARE-Reg/Leg-CALRE</b>	Ajouter à la fin du paragraphe 2 d'article 230 : « <i>A cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un Etat membre, le Conseil, la Commission ou les régions dans le cadre des compétences et des droits qui leur sont attribués dans l'ordre constitutionnel des Etats membres.</i> »	Article 230

## 8. Coopération loyale

INSTITUTION / ORGANISATION	FORMULE PROPOSEE	POSITION DANS LE TRAITE
<b>Plate-forme des associations</b>	« <i>Les Etats membres et les autorités locales et régionales prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du Traité ou résultant des actes des institutions de l'Union. Les Etats membres facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission, en coopération avec leurs collectivités locales et régionales</i> »	Article 10
<b>Parlement Européen</b>	« <i>Les États membres, ainsi que leurs collectivités locales et régionales lorsque les dispositions constitutionnelles le prévoient, dans le cadre de leurs compétences respectives, prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté</i> ». Ajouter le nouvel article 10 bis : « <i>Dans les domaines prévus par les législations nationales, les pouvoirs régionaux et locaux des États membres participent à la réalisation des objectifs et au renforcement de l'action de l'Union</i> »	Article 10, alinéa 1   Article 10 bis

<b>Comité des Régions</b>	« Les États membres, et leurs collectivités territoriales dans le cadre de leurs compétences respectives, prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. » « En liaison avec cette disposition, toutes les propositions législatives s'accompagnent d'une estimation des conséquences que comportent ces propositions en termes de ressources (financières et administratives) pour les organes chargés de la mise en oeuvre. »	Article 10
<b>PENELOPE</b>	l'article 4 sur les relations entre l'Union et les Etats membres qui mentionne : « 2. Dans le respect du principe de subsidiarité, l'Union agit avec loyauté à l'égard des États membres et préserve leur identité et leur diversité nationale et régionale. Elle respecte l'organisation constitutionnelle des États membres, y compris dans les relations avec leurs collectivités territoriales. »	Article 4